

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 mai 2022

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Caroline BAUMERT, Jean-Michel CROMER, Élodie HESTIN, Joseph EHRHART, Raphaël EDEL, Dominique LEHMANN, Céline MASTRONARDI, Didier METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absents excusés : Joanne ALBRECHT et Valérie HIRTZ

Procuration : Joanne ALBRECHT à Dominique LEHMANN
 Valérie HIRTZ à Caroline BAUMERT

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Mme Dominique LEHMANN, comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL **Du 30 MARS 2022**

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

N° 1

MISE EN OEUVRE DU TÉLÉTRAVAIL

M. le Maire de Stotzheim rappelle que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

M. le Maire de Stotzheim précise que le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux agents publics contractuels ;

Entendu M. le Maire qui rappelle qu'avec la propagation de la COVID-19, la Commune a dû s'adapter dans l'urgence et a mis en place le télétravail pendant la crise sanitaire pour la continuité du service administratif, plus particulièrement lors du confinement.

Cette nouvelle forme de travail mise en place n'est pourtant pas comparable à une situation de télétravail telle que définie par les textes.

Ainsi, le télétravail est un acte volontaire émanant de l'agent qui est ensuite soumis à l'accord préalable de l'autorité territoriale. L'autorisation est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel.

Cette forme de travail expérimentée lors de la crise sanitaire peut être mise en place partiellement, particulièrement pour un agent de la collectivité, suite à sa demande.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

- Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,
- Vu l'avis du Comité Technique en date du 20 avril 2022,
- Considérant que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation,
- Considérant que l'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci,

1 – La détermination des activités éligibles au télétravail

Certaines fonctions sont par nature incompatibles avec le télétravail dans la mesure où elles impliquent une présence physique sur le lieu de travail habituel et/ou un contact avec les administrés ou collaborateurs :

- Filière technique comprenant les agents du service technique (Chef technique polyvalent et agent technique polyvalent) ainsi que les agents d'entretien
- Filière médico-sociale : ATSEM
- Filière administrative : Assistante à la secrétaire gérant l'accueil au public et l'état civil

Il est décidé que les activités suivantes pourront être effectuées sous forme de télétravail :

- Filière administrative : Secrétaire générale

2 – Les locaux mis à disposition pour l'exercice du télétravail

Le télétravail devra se faire au domicile des agents qui doit être obligatoirement connecté à internet. Les agents devront fournir une attestation sur l'honneur de conformité de l'installation électrique du lieu de télétravail. L'employeur doit être averti en cas de changement du lieu de télétravail et la conformité du nouveau lieu de télétravail doit être assurée.

3 – Règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données

La mise en œuvre du télétravail nécessite le respect des règles de sécurité en matière informatique. Le système informatique doit pouvoir fonctionner de manière optimale et sécurisée, de même la confidentialité des données doit être préservée.

Depuis son domicile, le télétravailleur doit impérativement respecter la législation, les règlements relatifs à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le télétravailleur s'engage à assurer la confidentialité des mots de passe et des informations qui lui sont confiés.

4 - Règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité ou de l'établissement.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des administrés, de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra être sanctionné pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Enfin, tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. De même, tous les accidents domestiques ne pourront donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

Toutefois, durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail de la collectivité ou de l'établissement, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

5 - Modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité

Les membres du comité pourront procéder à intervalles réguliers à la visite des services relevant de leur champ de compétence. Ils bénéficient pour ce faire d'un droit d'accès aux locaux relevant de leur aire de compétence géographique dans le cadre des missions qui leur sont confiées par ce dernier.

Celui-ci fixe l'étendue ainsi que la composition de la délégation chargée de la visite.

Toutes facilités doivent être accordées à cette dernière pour l'exercice de ce droit sous réserve du bon fonctionnement du service.

Elle peut être assistée d'un médecin du service de médecine préventive, de l'agent mentionné à l'article 5 (inspecteur santé et sécurité) et de l'assistant ou du conseiller de prévention.

Les conditions d'exercice du droit d'accès peuvent faire l'objet d'adaptations s'agissant des services soumis à des procédures d'accès réservé par la réglementation. Ces adaptations sont fixées par voie d'arrêté de l'autorité territoriale.

En vertu de l'article 40 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, la délégation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut réaliser cette visite sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail.

Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.

Les missions accomplies en application du présent article doivent donner lieu à un rapport présenté au comité.

6 - Modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail

• Le système déclaratif

Les télétravailleurs doivent remplir, périodiquement, des formulaires dénommés " feuilles de temps " ou auto-déclarations.

7 - Modalités de prise en charge, par l'employeur, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail

L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivant :

- Ordinateur portable et souris ergonomique,
- Téléphone portable ;
- Accès à la messagerie professionnelle ;
- Accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ;
- Imprimante/scanner ;
- Fournitures papeterie et bureautiques.

Les équipements pourront être sollicités et seront étudiés en matière d'ergonomie.

L'accord collectif national sur le télétravail du 13 juillet 2021 a reconnu l'importance de donner un cadre juridique à l'indemnisation des frais liés à la pratique du télétravail. L'allocation d'une indemnité forfaitaire est apparue comme le mode d'indemnisation le plus pertinent. C'est ainsi que les partenaires sociaux ont décidé à l'unanimité de verser une indemnité de 2,5 euros par jour de télétravail, sans seuil de déclenchement, dans la limite de 220 euros annuels. Cette décision s'impose dans la fonction publique de l'Etat et dans la fonction publique hospitalière. Un décret d'application a été pris dans ce sens (*décret n°2021- 1123 du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats*).

Pour la fonction publique territoriale, et en vertu du principe de libre administration des collectivités territoriales et de leurs établissements, ce forfait n'est applicable qu'après délibération de l'organe délibérant. Le versement de cette indemnité forfaitaire reste donc une option laissée à l'appréciation des élus.

8 - Durée de l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail

La durée de l'autorisation est d'un an maximum.

L'autorisation peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier. En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

Période d'adaptation :

L'autorisation peut prévoir une période d'adaptation de 3 mois maximum.

9 – L'interruption du télétravail

En vertu d'un autre principe essentiel qu'est la réversibilité du télétravail, l'employeur peut interrompre (tout comme l'agent lui-même) le télétravail pour un agent et cette interruption peut intervenir à tout moment sous réserve du respect d'un certain formalisme : la décision doit être précédée d'un entretien et motivée au regard de l'intérêt du service. Un délai de prévenance de 2 mois est également à respecter, mais il peut être raccourci en cas de nécessité du service dûment motivée. Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à 1 mois (article 5 du décret du 11 février 2016 suscité et accord national du 13 juillet 2021).

10 – Suspension du télétravail accordé à l'agent

La suspension est possible mais uniquement de manière provisoire sinon il s'agit d'une interruption.

Cette suspension provisoire est prévue dans l'accord collectif national du 13 juillet 2021 (le décret du 11 février 2016 suscité n'évoque pas cette possibilité) en ces termes :

« Les nécessités de service peuvent justifier, sous réserve d'un délai de prévenance [durée non précisée dans l'accord du 13 juillet 2021] de 24 heures l'exigence d'un retour sur site pendant un jour de travail. Lorsqu'un retour sur site apparaît impératif pour plusieurs jours consécutifs, il peut être procédé à une suspension provisoire de l'autorisation de télétravail. Cette suspension doit être motivée par des nécessités de service ».

11 – Quotités autorisées

La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à 3 jours par semaine. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à 2 jours par semaine. Les seuils définis au premier alinéa peuvent s'apprécier sur une base mensuelle.

Dérogation :

À la demande des agents dont l'état de santé le justifie et après avis du médecin de prévention ou du médecin du travail, il peut être dérogé pour 6 mois maximum aux quotités susvisées. Cette dérogation est renouvelable une fois après avis du médecin de prévention ou du médecin du travail.

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE :

- l'instauration du télétravail au sein de la collectivité ou de l'établissement à compter du 01/01/2022,
- la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus,
- l'instauration du forfait télétravail, comme défini à l'article 7,
- les crédits correspondants sont inscrits au budget.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

SONDAGES SOLS TRAVAUX PONT DU BAS-VILLAGE : CHOIX DU PRESTATAIRE

- Vu la délibération du 10 février 2022 par laquelle le Conseil municipal décide de réaliser les travaux de réfection du pont défectueux du Bas-Village,
- Considérant que le sondage des sols, à savoir sondage pressiométrique et diagnostic amiante/HAP, avant travaux est nécessaire,
- Considérant les demandes de devis effectuées,
- Vu les devis reçus pour cette mission,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retenir l'offre la mieux-disante présentée par GINGER CEBTP, sis 67800 HOENHEIM, pour le sondage pressiométrique et diagnostic amiante/HAP, devis référencé EST2.M.0346 pour un montant de 5 800,00 € HT,
- CHARGE le Maire de la notification au prestataire,
- AUTORISE le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

TRAVAUX PONT DU BAS-VILLAGE : CHOIX DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

- Vu la délibération du 10 février 2022 par laquelle le Conseil municipal décide de réaliser les travaux de réfection du pont défectueux du Bas-Village,
- Vu les offres reçues,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- CONFIE la maîtrise d'œuvre du projet des travaux du Bas-Village à ARTELIA, sis 67300 SCHILTIGHEIM, selon l'offre n° OEE/MHT/4634071 pour un montant HT de 15 500,00 €,
- CHARGE le Maire de lancer un appel d'offres auprès d'entreprises,
- AUTORISE le Maire à signer le contrat de maîtrise d'œuvre,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉPOSE DES LIGNES AÉRIENNES ET MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX ORANGE ET ROSACE : BAS-VILLAGE

- Entendu M. le Maire qui fait part au Conseil qu'en vue des travaux de voirie du Bas-Village, la dépose des lignes aériennes et la mise en souterrain des réseaux d'Orange et Rosace seraient à effectuer,
- Vu la proposition reçue d'Orange en date du 16/03/2022 pour un montant de 4 005 €,
- Entendu M. le Maire qui présente le plan et le détail des travaux reçus,
- Entendu M. le Maire qui informe que la demande de devis auprès de Rosace est en cours et sera présentée lors du prochain conseil,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'accepter la proposition reçue d'Orange pour un montant HT de 4 005,00 €,
- AUTORISE le Maire à signer tous les documents liés à la mise en œuvre de la présente décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

TRAVAUX DE VOIRIE AU BAS-VILLAGE

- Vu la délibération du 27 août 2020 par laquelle le Conseil municipal décide d'effectuer les travaux de voirie pour le Bas-Village/rue du Moulin,
- Vu la délibération du 3 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal décide de confier la maîtrise d'œuvre des travaux de voirie Bas-Village/rue du Moulin au bureau d'études LMS INGENIERIE, sis 67390 BOESENBIESEN,
- Vu le compte rendu des Commissions Réunies du 12 avril 2022 concernant la présentation du projet et le nouveau chiffrage,
- Entendu les avis des conseillers concernant la voirie à savoir, sens de circulation et marquage de stationnement,
- Vu les estimations pour ces opérations établies par le maître d'œuvre pour un montant maximum de 728 550,00 € HT, hors étude de sols,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de ne pas mettre la rue du Bas-Village en sens unique
- DÉCIDE de conserver la rue du Bas-Village en double-sens contrairement à ce qui a été présenté dans le projet.

*ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX
8 voix pour – 6 voix contre – 1 abstention*

- DÉCIDE de modifier en partie le stationnement présenté dans le plan,
- DÉCIDE d'effectuer les travaux de voirie selon les estimations proposées par le maître d'œuvre pour un montant maximum HT de 728 550,00 €, hors étude de sols,
- AUTORISE le Maire à signer le contrat de maîtrise d'œuvre, proposé par le bureau d'études LMS INGENIERIE, avec les missions complémentaires, pour le montant des travaux retenus dans la présente délibération, selon les mêmes conditions prises lors de la délibération du 3 mars 2022,
- CHARGE le Maire d'engager la procédure nécessaire à la passation des marchés de travaux,

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

TERRAIN D'ENTRAÎNEMENT DE FOOTBALL

- Entendu M. le Maire qui rappelle aux membres la problématique du terrain d'entraînement de football,
- Entendu M. le Maire qui présente au Conseil l'analyse de sols qui a été réalisée,
- Entendu M. le Maire qui présente les différents devis récoltés pour les travaux à effectuer au terrain,
- Considérant que les devis ne présentent pas les mêmes travaux à effectuer,
- Considérant qu'il est nécessaire d'établir des devis sur la même base de travaux à réaliser,
- Entendu les avis de conseillers sur l'engagement de la Commune pour les travaux à effectuer,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- CHARGE le Maire de solliciter les informations nécessaires pour pouvoir établir les devis sur la même base de travaux,
- DIT qu'une réunion avec le Comité de l'Étoile Sportive de Stotzheim est à organiser rapidement pour faire le point sur la situation et la participation de l'association aux frais à engager.

*ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX
14 voix pour – 1 abstention*

REMPLACEMENT DE LUMINAIRE ENTRÉE EST SUITE SINISTRE

- Vu la déclaration de sinistre du 18/02/2022 pour le luminaire de l'entrée Est endommagé,
- Vu les devis reçus pour le remplacement de ce luminaire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retenir le devis proposé par CITEOS, sis 67800 HOENHEIM pour un montant HT de 5 595,00 €,
- AUTORISE le Maire à signer tous les documents liés à la mise en œuvre de la présente décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

ACCEPTATION D'UN REMBOURSEMENT DE SINISTRE

- Vu la déclaration de sinistre du 18/02/2022 pour le luminaire de l'entrée Est endommagé,
- Vu la délibération de ce jour par laquelle le Conseil municipal décide d'effectuer les travaux par CITEOS pour un montant HT de 5 595,00 €,
- Vu la proposition de dédommagement d'un montant de 3 718,40 € TTC, franchise déduite, par Groupama Grand Est,
- Considérant que ni les dépenses ni les recettes induites par cet accident n'ont été prévues au budget primitif 2022,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ACCEPTE pour solde de tout compte la somme de 3 718,40 € TTC versée par Groupama Grand Est pour le sinistre du 18/02/2022.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 9

CRÉATION D'UN POSTE D'ATSEM

- Vu la délibération du 11 mai 2021, en point divers, par laquelle M. le Maire informait les membres du départ de Mme Nuninger,
- Entendu M. le Maire qui fait part au Conseil de la demandes des écoles des besoins d'un remplacement pour ce poste dans les mêmes conditions horaires,
- Entendu les remarques des conseillers municipaux,
- Vu le projet présenté pour la demande de lissage d'heures à transmettre au Centre de gestion,
- Considérant que le contrat devra être établi en contrat « emploi permanent qui dépend d'une autre autorité dans les communes de moins de 2 000 habitants »,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE la création d'un emploi permanent d'ATSEM Principal de 2^{ème} classe à temps non complet, pour les fonctions d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles (ATSEM).
Cet emploi permanent pourra également être pourvu par un agent contractuel lorsqu'il ne peut l'être par un fonctionnaire, sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n°84-53.
- CHARGE le Maire de solliciter un lissage d'heures pour ce poste afin de le valider au prochain conseil municipal,
- DIT que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2022 et au Budget Primitif 2023, chapitre 012.
- AUTORISE le Maire à lancer l'appel d'offres pour les candidatures,
- CHARGE le Maire de procéder aux formalités nécessaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MODIFICATION BUDGÉTAIRE

- Vu le Budget Primitif 2022,
- Vu la délibération du 30 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal décide le versement d'une subvention de 2 000 € (deux mil euros) au profit de FACECO en précisant que cette aide est destinée aux populations de l'UKRAINE,
- Vu le courriel de l'inspecteur Divisionnaire Conseiller aux Décideurs Locaux auprès des Communautés des Communes du Pays de Barr informant que la subvention doit être mandatée à l'article 6748 "Subventions de fonctionnement exceptionnels- Autres subventions exceptionnelles",
- Considérant qu'une modification budgétaire est nécessaire pour pouvoir mandater l'aide attribuée,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Primitif 2022 :

Dépenses de fonctionnement :

- Article 6574 – subvention aux associations : - 2 000,00 €
- Article 6748 – autres subventions exceptionnelles : + 2 000,00 €
- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 11

DIVERS ET COMMUNICATION

Divers :

11.1. Comptes rendus des Commissions Communales

Commission Réunies : les membres se sont réunis le 12 avril 2022 pour la présentation de l'avant-projet des travaux de voirie du Bas-Village par le maître d'œuvre LMS Ingénierie.

Commission forêt : les membres se sont réunis le 3 mai 2022 pour l'adjudication de vente de bois de chauffage. M. le Maire fait le compte rendu de la vente. La Commune a proposé deux catalogues, l'un de bois à façonner de 54 lots, 323,5 stères et l'autre de bois façonnés en long débardés sur chemin forestier de 3 lots, 52,52 m³. Les lots du catalogue 2 ont tous trouvés preneurs pour un montant de 3 040 € et 14 lots invendus du catalogue 1. Quarante lots du catalogue 1, 238,5 stères ont été vendus pour un montant de 4 080 €. M. le Maire informe qu'une nouvelle adjudication sera organisée pour les lots invendus.

11.2. Comptes rendus des écoles

M. le Maire fait le compte rendu de l'école maternelle qui a eu lieu le 28 mars 2022.

M. le Maire fait le compte rendu de l'école élémentaire qui a eu lieu le 21 mars 2022.

11.3. Travaux à l'école (portail)

M. le Maire présente aux membres du Conseil le devis établi par électricité Burger pour les travaux de 1 591,00 € HT pour la mise en place d'un récepteur visiophone au portail de l'école. Le conseil prend acte. Les membres se posent cependant la question de la nécessité de 2 récepteurs d'interphone.

11.4. Écoles : dérogation scolaire

M. le Maire présente aux membres du Conseil la demande des écoles concernant la position de la Commune sur les dérogations scolaires réceptionnées en mairie. Les membres décident que la Commune n'acceptera plus de dérogation scolaire pour le moment au vu des effectifs.

11.5. Écoles : fusion des écoles

M. le Maire informe les membres de la sollicitation reçue de Mme Gasser ainsi que des directrices des écoles pour la fusion de la direction des écoles. Les membres restent sur leur position et ne souhaitent pas la fusion. Les membres chargent le Maire d'informer Mme Gasser et les directrices des écoles.

11.6. Compte rendu de l'Assemblée Générale de l'Association Fleurs à Stotzheim

Mme Céline MASTRONARDI, membre du Conseil, demande à prendre la parole afin de faire le compte rendu en tant que Vice-Présidente de l'association. Mme MASTRONARDI informe les membres de la décision de dissolution de l'Association Fleurs à Stotzheim prévue lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire car l'association n'a réceptionné aucune candidature pour le poste de Président, ni de secrétaire et aucun nouveau membre ne s'est manifesté. Les comptes de l'association sont à ce jour de 6700 € et l'association propose d'utiliser le solde de ses comptes pour l'achat de décors lumineux pour Noël. Les membres donnent leur accord à l'unanimité.

Les décorations stockées seront également retournées à la Commune qui a financé leur acquisition.

Certains membres proposent d'aider bénévolement la Commune pour installer les décorations. Mme MASTRONARDI demande si la Commune doit prendre une assurance supplémentaire pour les bénévoles lors de leur aide.

M. le Maire se charge de solliciter l'assurance communale à ce sujet.

11.7. Demande de l'Association Moissons et Métiers d'Antan

M. le Maire fait part au conseil de la demande reçue de l'Association Moissons et Métiers d'Antan, pour l'utilisation du tracteur ALLGAUER, comme chaque année pour la fête des moissons. Le tracteur est assuré à l'année et la carte grise a été refaite. Le conseil donne son accord et charge le Maire d'informer l'assureur de la mise à disposition du tracteur à l'association.

11.8. Rapport d'activités 2021 de la Communauté des Communes du Pays de Barr

Les membres demandent au Maire de prendre rendez-vous avec M. HAULLER, Président de la Communauté des Communes du Pays de Barr, pour la présentation du rapport d'activité.

- M. le Maire présente aux membres le courrier de la famille Huchelmann concernant les nuisances de l'A35. M. le Maire informe que les services de la CEA ont été saisis et qu'une personne a été nommée pour les travaux de rehaussement.
- M. le Maire présente aux membres les remerciements reçus de M. et Mme Ortlieb pour la subvention reçue pour le ravalement de façades.
- M. le Maire présente aux membres l'invitation reçue du périscolaire pour la fête de fin d'année le 24 juin 2022.
- Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, informe les membres que la Société d'Aviculture de Stotzheim et environs tiendra un stand buvette lors de la fête du vélo le 22 mai prochain.
- Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, présente aux membres le bilan de l'étude mobilité douce pour poursuivre et développer la pratique du vélo sur le territoire du Pays de Barr, réalisé par la Communauté des Communes du Pays de Barr.
- Mme Caroline BAUMERT, membre du Conseil, demande qui gère le site Internet de la Commune. Elle interpelle sur la photo publiée sur le site présentant les membres de l'ancien mandat et demande que la photo soit actualisée. Une photo avec l'ensemble des membres est à prévoir afin de pouvoir l'insérer sur le site.

La séance est levée à 22 h 45

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 27 mai 2022***

Extrait certifié conforme,

Le Maire

